

## **Déclaration finale – XVII Rencontre du Forum de São Paulo**

La XVII Rencontre du Forum de São Paulo, qui a eu lieu à Managua, à l'occasion du 50<sup>ième</sup> anniversaire de la création du Front Sandiniste de Libération Nationale du Nicaragua et le 116<sup>ième</sup> anniversaire de la naissance du Général Augusto C. Sandino, a vu la participation de 640 délégués de 48 partis provenant de 21 pays, ainsi que 33 invités de 29 partis provenant de 15 pays d'Afrique, d'Asie et d'Europe.

Les organisations et participants de la XVII Rencontre ont débattu pendant cinq jours de thèmes de grand intérêt pour les peuples latino-américains et pour l'humanité toute entière, tels que : le projet alternatif des forces populaires, progressistes et de gauche en Amérique Latine et dans les Caraïbes ; les accomplissements des gouvernements et des parlements nationaux, régionaux et locaux, impulsés par les partis du Forum ; la crise internationale sous tous ses aspects : économique, alimentaire, énergétique, climatique, social et politique ; la lutte pour la décolonisation et la souveraineté nationale ; les menaces et les tragédies causées par les politiques de l'impérialisme et de la droite, telles que le narcotrafic et le crime organisé, qui portent atteinte à la paix, aux droits humains et aux droits des peuples.

Nous avons aussi débattu de sujets de la plus grande importance, comme la nécessité de la démocratisation de l'information, de la communication et de la culture ; la lutte pour l'extension des droits et de la participation des femmes, de la jeunesse, des ethnies et peuples originaires ; la défense des droits des travailleurs migrants et leurs familles ; les défis à relever par les mouvements sociaux ; la thématique de la défense et de la sécurité.

Nous, les partis politiques participant à la XVII Rencontre, qui gouvernons déjà un bon nombre de pays de notre continent, nous réaffirmons notre ferme détermination à continuer à bâtir un changement d'époque, ce qui requiert de nouvelles avancées de la gauche et des forces populaires et progressistes latino-américaines et caribéennes, lors des élections au courant de l'année 2011 ; en Argentine, afin de mettre en déroute la droite et d'approfondir les changements ; au Pérou, avec Ollanda Humala, un patriote qui s'identifie fermement avec la démocratie et s'engage de manière à ce que la prospérité économique bénéficie aux secteurs précarisés de son pays ; au Nicaragua, avec le Commandant Daniel Ortega, le combattant et homme d'Etat expérimenté, le dirigeant révolutionnaire sandiniste ; et au Guatemala, avec Rigoberta Menchú, la protectrice de nos peuples originaires et Prix Nobel de la Paix, comme candidate de toutes les forces unies de la gauche, ce qui constitue un résultat historique qui nous remplit d'allégresse.

Le Forum de Sao Paulo félicite, pour sa vaillance et sa vocation indéfectible pour la démocratie, le Président Rafael Correa, à l'occasion de son indiscutable victoire au référendum pour l'établissement de politiques qui approfondissent le processus de changement en cours en Equateur.

Les victoires de la gauche, depuis l'élection du Commandant Hugo Chávez en 1998, au triomphe du FMLN avec Mauricio Funes en 2009, montrent notre force politique, en partie comme le résultat du rejet du néolibéralisme et de la politique traditionnelle ; mais surtout comme l'activité organisée de la gauche, qui a conquis non seulement des

gouvernements nationaux, mais aussi des gouvernements locaux, territoriaux et des espace au sein des pouvoirs législatifs. Depuis ces nouvelles positions de pouvoir politique, nous avons établi comme objectif le démantèlement du modèle néolibéral et la construction d'une alternative qui réponde aux exigences immédiates et historiques de nos peuples.

Les politiques de gouvernement impulsées par la gauche et les forces populaires et progressistes latino-américaines et caribéennes, orientées sur la redistribution de la richesse, sur le contrôle des ressources naturelles et sur la participation croissante des citoyens et des secteurs sociaux à la vie politique et économique, accompagnées de l'institutionnalisation correspondante à de tels processus, marquent la voie en direction de ce processus de changement, qui a comme point de référence initial la nécessité de formuler et de construire des projets alternatifs au néolibéralisme. La redistribution du revenu, la démocratisation de la communication et la défense de la souveraineté nationale constituent des demandes communes auxquelles les forces de gauche du continent ne peuvent pas renoncer.

Le dépassement du néolibéralisme surgira de la diversité des processus nationaux, de l'unité des forces progressistes et de gauche, de sa consolidation, de l'approfondissement des changements et de la radicalisation de la démocratie, ce qui permettra d'atteindre des niveaux supérieurs de développement social. La crise capitaliste actuelle constitue de nouveaux défis pour les mouvements sociaux ; non seulement par la dénonciation du modèle néolibéral, mais aussi par la construction d'alternatives historiques.

Les politiques et réalisations des forces de gauche qui gouvernent en faveur des secteurs populaires de notre continent se manifestent dans des projets de construction sociale qui correspondent, pour chacun d'entre eux, aux réalités des pays qui leur correspondent, parmi lesquels se distingue toujours la Révolution Cubaine, engagée en ce moment, et une fois de plus, dans son perfectionnement, à travers l'actualisation de son modèle économique, accompagnée par la plus ample participation populaire, ce qui lui confère une signification très particulière lorsque nous considérons que le processus révolutionnaire dans la plus grande île des Antilles a été une source d'inspiration pour les révolutionnaires du monde entier, et que sans sa contribution, l'apogée de la gauche et du mouvement populaire n'auraient pas été possible, en Amérique Latine, à l'aube de ce nouveau siècle.

Une fois de plus, nous avons répudié la terrible injustice, l'arbitraire, le manque d'éthique et la double morale employés par l'impérialisme nord-américain, contre les cinq héros cubains combattant le terrorisme qui ont été maintenus emprisonnés, alors que d'un autre côté sont absous les délits bien plus graves d'un terroriste et délinquant, Luis Posada Carilles, qui les a confessés et bénéficie malgré tout de protection ; et alors que depuis cinquante ans est appliqué le plus long blocus contre un pays, avec pour objectif d'affamer et de décimer par les maladies tout un peuple, parce qu'il a décidé de construire son propre destin, d'une façon qui ne plaît pas aux puissants de la planète.

En Amérique Latine, des processus révolutionnaires et de changement social se développent et démontrent qu'avec ses politiques et sa promotion de projets alternatifs, les intérêts populaires ne peuvent être défendus avec efficacité qu'en comptant sur la présence d'une force organisée qui se confronte à la droite, à l'oligarchie et à l'impérialisme. Les preuves de ceci et des politiques signalées plus haut sont, en plus de

la Révolution Cubaine et de son exemple mentionné avant : le Nicaragua et sa Révolution Sandiniste à nouveau en marche, chrétienne, socialiste et solidaire ; le Venezuela et sa Révolution Bolivarienne et la construction du socialisme du XXI siècle ; le Salvador avec le passage de pouvoir de l'oligarchie et la grande maturité du FMLN dans ses alliances avec le gouvernement qui a initié des changements propices pour son pays ; ainsi que les grands changements au Brésil et en Uruguay ; la Bolivie avec la construction d'un Etat Plurinational et le socialisme communautaire ; l'Equateur avec la Révolution Citoyenne ; le Paraguay accomplissant des améliorations remarquables des conditions de vie de son peuple ; l'Argentine récupérant le pays de la prostration et la débâcle dans lesquelles l'avait laissée le néolibéralisme, et promouvant de nouveaux droits.

Néanmoins, les succès obtenus dans les récentes luttes ne doivent pas nous entraîner à sous-estimer le danger qui existe parmi nous, sous la forme d'une contre-attaque de l'impérialisme, de la droite et des oligarchies locales dans notre continent, dont les bases militaires étrangères dans divers pays et territoires coloniaux sont prêtes à entrer en action à n'importe quel moment. De même, lors de ses attaques contre les gouvernements progressistes et révolutionnaires, la droite a eu systématiquement recours à la fraude électorale, dont l'exemple le plus évident est celui du Mexique ; et a renoué avec l'utilisation de coups d'Etat, lesquels ont été déjoués par les forces populaires au Venezuela, en Bolivie et en Equateur.

Forum de São Paulo réaffirme son appui au Front de Résistance Populaire du Honduras (FNRP) dans sa lutte de résistance contre le gouvernement actuel qui n'est rien d'autre qu'une prolongation du coup d'Etat perpétré contre le gouvernement légitime de José Manuel Zelaya. Nous accompagnons le processus de médiation en cours pour le retour du Président Zelaya.

Nous réaffirmons que tant que les demandes du FNRP ne sont pas satisfaites, nous refusons le retour du Honduras dans les espaces internationaux desquels il a été légitimement expulsé, comme l'Organisation des Etats Américains (OEA) et les Système d'Intégration Centre-américain (SICA), lequel se trouve dans une véritable situation de paralysie, comme résultat de toute une crise générée par le coup d'Etat.

Nous réitérons notre ferme conviction que le conflit interne en Colombie, en présence de profondes racines historiques et socio-économiques, ne peut être résolu que par la voie de la négociation politique. Nous réaffirmons notre appui au Pôle Démocratique Alternatif, parti de l'unité de la gauche colombienne et unique parti d'opposition.

Nous exprimons notre solidarité avec la lutte du peuple haïtien pour la reconstruction de son pays, pour la résolution des conséquences des politiques qui l'ont mené à la pauvreté, y compris celles mises en oeuvre face aux désastres naturels, et pour la défense de sa souveraineté face à l'interventionnisme des Etats-Unis d'Amérique et d'autres puissances impérialistes.

Nous appuyons la lutte du Peuple Mapuche au Chili, peuple qui exige sa reconnaissance en tant que peuple originaire.

Le XVII Forum de São Paulo a eu lieu lors de moments particulièrement complexes et dramatiques au niveau mondial. Les rébellions populaires dans le monde arabe, où se distinguent la Tunisie et l'Egypte, nous montrent que les peuples ne restent pas passifs

éternellement, et nous rappellent que la réaction mondiale et l'impérialisme ne restent jamais indifférents et feront tout ce qui est possible afin de frustrer la poussée révolutionnaire de la rébellion.

Nous signalons la violation flagrante de la souveraineté nationale du Liban, dont le peuple est bombardé par les forces de l'OTA, ce qui constitue une attaque massive des puissances impérialistes de la planète contre une seule nation, souveraine et indépendante, et qui par conséquent a le droit de choisir par elle-même le régime socio-économique et politique qui lui convient le mieux et qui correspond à ses propres aspirations, à sa culture et à sa manière de voir le monde et la vie ; comme de résoudre ses problèmes et ses conflits internes sans impositions externes.

Le Forum de São Paulo demande l'arrêt de l'agression impérialiste contre le peuple libyen, en commençant par la suspension immédiate des bombardements ; de même, le Forum souligne la nécessité d'un cessez-le-feu des deux parties en conflit au Liban, mettant fin à la confrontation fratricide, afin de trouver une solution pacifique à la guerre civile, sans conditions préliminaires qui feraient seulement obstacle aux efforts qui peuvent être entrepris pour parvenir à la paix.

Dans ce sens, nous adhérons à toutes les initiatives qui promeuvent la paix en Lybie, telles que celles qui ont été proposées par l'ALBA, l'Union Africaine et le groupe constitué par le Brésil, la Russie, L'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.

Nous sommes solidaires avec la lutte du peuple palestinien pour la création d'un Etat national indépendant et nous saluons l'accord entre ses diverses forces politiques, en même temps, nous exigeons le rétablissement des frontières existantes de 1967. Nous saluons et manifestons à nouveau notre appui au peuple sahraoui et à la République Arabe Sahraoui Démocratique, pour la reconnaissance de sa souveraineté nationale, et nous appelons l'Organisation des Nations Unies à intensifier ses efforts pour que le peuple sahraoui puisse exercer son droit à l'auto-détermination, par le biais d'un référendum en accord avec le droit international.

Le Forum de São Paulo réitère sa position, qui considère que le terrorisme ne peut pas être combattu avec plus de terrorisme, avec le mépris la souveraineté nationale, la violence contre les civiles et les exécutions d'individus.

Les élites dans les pays dominants ont fait appel au stigmatisme du terrorisme afin de criminaliser la lutte juste des peuples pour leur liberté et la défense de leurs droits, pendant que de l'autre côté est pratiqué le terrorisme d'Etat et est utilisé le prétexte des actions « humanitaires ». De même, nous dénonçons la prétention des E. U. A. à imposer son agenda de Sécurité Hémisphérique, particulièrement dans certains pays, dont les gouvernements de droite promeuvent la militarisation de la sécurité publique, en menaçant la démocratie, la paix et les droits humains.

Dans un monde globalisé où les forces réactionnaires mondiale et l'impérialisme agissent de manière toujours plus agressive, et à un moment caractérisé par une des plus profonde et complète crise du capitalisme, les processus d'intégration n'ont jamais été si nécessaires, en tant que garanties pour que notre continent ait une identité et un poids spécifique, avec une capacité d'influence dans le monde actuel.

Dans ce sens, il est opportun de souligner la déroute de l'initiative nord-américaine de Zone de Libre-échange des Amériques (ZLEA), et l'essor d'alternatives telles que l'Alliance Bolivarienne des peuples d'Amérique Latine et des Caraïbes (ALBA), initiative qui se distingue dans les espaces d'intégration et d'union latino-américaine et caribéenne par la pratique systématique de la solidarité entre les peuples, l'amélioration des conditions de vie et la défense des droits sociaux des secteurs populaires, dans les pays qui font partie de cette alliance et dans d'autres, qui sans être membres, ont bénéficié de ses projets spécifiques.

Une expression très importante de l'intégration continentale souveraine est l'Union des Nations Sud-Américaines (UNASUR), union dans laquelle les pays sud-américains avancent dans la défense des intérêts communs de nos peuples. Nous saluons le rôle de l'UNASUR contre les coups d'Etat en Bolivie et en Equateur, et dans l'accord entre la Colombie et le Venezuela et la normalisation de leurs relations. Nous reconnaissons le rôle du récemment défunt ex-président argentin Néstor Kirchner en tant que premier secrétaire général de cet organisme.

Un événement véritablement historique se développe, depuis le moment où, de manière unanime, les pays membres du Groupe de Rio ont décidé la construction d'une nouvelle organisation continentale, qui regroupera tous les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes : la Communauté des Etats Latino-américains y Caribéens (CELAC). Nous demandons l'inclusion de Porto Rico dans cet organisme comme une manière d'avancer dans la lutte pour obtenir la reconnaissance de son plein droit à la souveraineté nationale.

La persistance du colonialisme constitue une situation particulièrement grave sur notre continent, situation qui affecte directement Porto Rico, la Martinique, la Guadeloupe, Curaçao, Aruba, Bonaire, la « Guyane française », les îles Malvines argentines, et qui constitue un obstacle pour la réalisation complète du processus d'intégration et représente en même temps une menace pour la souveraineté des peuples d'Amérique Latine et des Caraïbes. Le Forum de São Paulo réaffirme sa solidarité avec les peuples de tous les continents qui luttent pour le respect de leur souveraineté et qui s'opposent à la domination et à l'exploitation.

L'impérialisme, la droite continentale et les oligarchies prétendent retarder et empêcher l'intégration continentale. Ce fut l'objectif de la ZLEA, comme celui des Traités de Libre Commerce et aussi de l'Accord du Pacifique, signé à Lima et qui a réuni les gouvernements du Mexique, de la Colombie, du Pérou et du Chili, intéressés par un Traité de Libre Commerce (TLC) avec les Etats-Unis et alliés de la politique extérieure de Washington.

Nous signalons que le Forum de São Paulo réalisera sa prochaine rencontre à Caracas en solidarité avec la Révolution Bolivarienne, à l'occasion de l'installation de la CELAC et dans le cadre du Bicentenaire de nos indépendances.

Il faut souligner l'importance vitale du débat qui a eu lieu lors de la XVII Rencontre du Forum de São Paulo, sur les thèmes de la stratégie et des projets alternatifs de la gauche latino-américaine et caribéenne, et de l'unité des peuples de notre continent pour la défense de ses intérêts face aux agissements des grandes puissances, qui prétendent perpétuer leur domination historique, qui nous a précipité dans la misère et les injustices sociales. Seulement unis nous pourrons vaincre, c'est la raison d'être du Forum de São

Paulo en tant qu'espace de rencontre des forces populaires, progressistes et révolutionnaires, qui luttent pour un continent où règnent la justice, la liberté, la prospérité et un futur socialiste pour nos peuples.

Il est important de signaler que le Nicaragua, pays qui siège cette XVII Rencontre du Forum de São Paulo, se prépare à un nouveau triomphe de la gauche latino-américaine et caribéenne, au mois de novembre, avec son candidat, le Commandant Daniel Ortega, à qui nous offrons tout notre appui. La XVII Rencontre du Forum de São Paulo conclut en exprimant sa profonde gratitude au peuple nicaraguayen et en manifestant son plus ferme soutien au triomphe électoral du Front Sandiniste de Libération Nationale.

Vive l'unité des peuples d'Amérique Latine et des Caraïbes.

Managua, le 20 mai 2011